



# PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 11 JUIL. 2024

## Arrêté préfectoral n°ICPE-2024-034 portant mise en demeure

### Installations Classées pour la Protection de l'environnement

Société Terecoval  
Commune de La Chambre (73130)

*Le Préfet  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques*

**VU** la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles ;

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

**VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2019 autorisant la société Terecoval à exploiter sur le territoire de la commune de La Chambre un centre de transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 20 mars 2024 établi suite à sa visite du 22 novembre 2023, et transmis à l'exploitant par courrier du 26 avril 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023, l'inspecteur a constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé de mesures de ses émissions canalisées de CFC, contrairement à l'obligation de mesures semestrielles incombant à l'exploitant depuis le 17 août 2022 conformément à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023, l'inspecteur a constaté que l'exploitant avait mesuré des concentrations en composés organiques volatiles en sortie de son traitement des effluents canalisés par charbon actif supérieures à 15 mg/Nm<sup>3</sup>, valeur limite d'émission imposée par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant avait pour obligation de se comparer aux meilleures techniques disponibles, et de proposer un plan de mise en conformité à ces meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émissions qui y sont associés, permettant une conformité le 17 août 2022, conformément aux articles R. 515-70 et R. 515-71 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles conformément à l'article R515-68 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1. Mise en demeure**

La société Terecoval, représentée par son directeur, monsieur Frédéric FOURNIER, et sise Z.I. Les Attignours – B.P. 1 – 73 130 LA CHAMBRE, et qui exploite notamment des installations de traitement de déchets à la même adresse, est mise en demeure :

- de réaliser dans un délai d'un mois une mesure des émissions de CFC conforme à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, sur les émissaires des deux lignes de traitement de réfrigérateurs ;
- de respecter, dans un délai de 3 mois, les valeurs limites d'émissions fixées par l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé.

### **Article 2. Sanctions**

A défaut d'exécution des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

### **Article 3. Notification**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 4. Délais et voies de recours**

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

#### **Article 5. Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à madame le maire de La Chambre.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
La secrétaire générale

Laurence TUR